

Deux décennies après la deuxième Intifada, la Palestine n'a toujours pas de partenaire pour la paix

Par Bashir Abu-Manneh, 28 septembre 2020



Il y a vingt ans aujourd'hui, la deuxième intifada palestinienne a commencé en réponse à une provocation d'Ariel Sharon d'Israël après l'échec des pourparlers de paix parrainés par les États-Unis. La réponse israélienne brutale a inauguré une guerre contre la société palestinienne qui se

poursuit encore aujourd'hui.

Deux décennies se sont écoulées depuis le début de la deuxième Intifada, lorsque les Palestiniens se sont à nouveau révoltés contre l'occupation israélienne. Quelle est la signification de cet anniversaire et que nous dit-il sur le conflit israélo-palestinien et le projet colonial d'Israël ?

Israël et ses alliés américains ont propagé le mythe selon lequel Israël n'a pas de « partenaire pour la paix ». Pourtant, la principale conclusion que nous devons tirer de ces vingt dernières années, qui ont vu une augmentation exponentielle de l'utilisation de la force par Israël contre les Palestiniens vivant sous occupation est, que ce sont les Palestiniens qui n'ont en fait aucun partenaire pour la paix en Israël. L'occupation israélienne s'est transformée en une guerre contre la société palestinienne.

Séparés et inégaux

Le but des accords de paix d'Oslo de 1993 entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) était d'établir la séparation d'Israël des Palestiniens occupés et colonisés. Yitzhak Rabin, le principal architecte des accords d'Oslo, a été clair à ce sujet. Il a mené sa campagne électorale pré-Oslo en 1992 sur la promesse de séparer Gaza de Tel-Aviv.

Cela exigeait non seulement une séparation politique mais aussi une exclusion économique. Cela signifierait la fin de l'exploitation par Israël de la main-d'œuvre palestinienne migrante, qui avait profité de sa position dans l'économie

israélienne pendant la première Intifada pour résister efficacement et de manière non violente à l'occupation israélienne.

Pour les dirigeants de l'État israélien, la séparation signifiait se désengager des Palestiniens et les exclure d'Israël de façon permanente – et pas seulement pendant les bouclages temporaires et les couvre-feux. Elle privait ainsi les Palestiniens de tout moyen de pression. Comme la journaliste israélienne Amira Hass ne se lasse pas de le dire, le bouclage a en fait commencé à Gaza en 1991 : « Le siège a commencé en 1991 – avant les attentats suicides ».

Mais cette séparation ne signifiait pas la fin de la domination d'Israël sur les Palestiniens ou de son occupation. L'inverse était vrai. Couper les Palestiniens de Tel-Aviv impliquait une intensification de la domination, avec plus de colonies, plus de parcelles et d'expropriations de terres palestiniennes, et plus de contrôle sur les aspects clés de la vie palestinienne : les voyages, la sécurité et la vie économique. Alors qu'Israël s'est libéré de sa dépendance à l'égard de la main-d'œuvre palestinienne, les Palestiniens deviennent de plus en plus contrôlés et dépendants d'Israël.

Le signe physique visible de ce nouveau régime d'occupation est un mur de ségrégation illégal de 700 km construit sur les terres occupées afin de protéger les colons et les colonies illégales, ainsi que des points de contrôle et des barrages routiers sans fin qui coupent les Palestiniens d'Israël et les uns des autres. Le signe politique était une entité palestinienne locale nouvellement formée, appelée Autorité palestinienne (AP), dont la fonction principale était de répondre aux besoins de sécurité israéliens.

Cette *séparation avec la domination* a été un désastre total pour les Palestiniens, qui sont devenus invisibles aux yeux des Israéliens ordinaires. Le fait d'être dominés mais non exploités signifiait que les Palestiniens occupés devenaient une population superflue – un fardeau sans influence sur leurs dominateurs, ils n'étaient nécessaires en rien.

« Une balle pour chaque enfant »

C'est ce seul fait qui explique pourquoi Israël pourrait maintenant tuer des Palestiniens en grand nombre. L'exclusion a donné à l'armée israélienne les coudées franches pour traiter avec une population palestinienne désormais inutile – surtout lorsqu'elle protestait contre ses conditions d'enfermement massif.

La nouvelle vague de meurtres a commencé avec la réponse extrêmement violente d'Israël au déclenchement de la deuxième Intifada. La visite très médiatisée et provocatrice d'Ariel Sharon au Haram al-Sharif en septembre 2000, accompagnée de milliers de soldats et de policiers anti-émeutes, a déclenché des manifestations non violentes. Israël a réagi en déclenchant une guerre contre la population occupée.

Dans les premiers jours de l'intifada, les forces de défense israéliennes (IDF) ont tiré plus d'un million de balles dans la foule, selon les données fournies au chef des renseignements militaires israéliens, Amos Malka. Comme l'a rapporté le journaliste Ben Caspit, un membre du commandement central de l'IDF a répondu à ce chiffre en suggérant que l'opération devait être appelée « une balle pour chaque enfant ».

Pour le sociologue du militarisme israélien Uri Ben-Eliezer, une répression violente à une telle échelle suggère qu'il y avait un plan de l'armée préexistant. L'IDF a cherché à déclencher une confrontation violente avec les manifestants et à pousser les Palestiniens à abandonner la tactique de non-violence de masse qui a défini les premières semaines de révolte : « C'est l'IDF qui a transformé l'Intifada d'Al-Aqsa en guerre. Les occupés étaient désormais une cible militaire :

Dans le cadre de l'approche de la « nouvelle guerre », et dans le but de rétablir les frontières ethno-nationales et de « mettre les Palestiniens à leur place », l'IDF a commencé à attaquer la société palestinienne en général, y compris son économie, ses infrastructures, ses activités quotidiennes, sa sécurité, ses libertés et sa liberté de mouvement.

Cette approche a permis de militariser l'intifada et de démobiliser de vastes manifestations de masse non violentes. Bien que le soutien aux tactiques non violentes soit resté fort, il était localisé et fragmenté, comme l'a montré Julie M. Norman.

Arafat, le bouc émissaire

La propagande mensongère d'Israël a cependant présenté l'Intifada comme la « guerre du droit de retour » de Yasser Arafat, censée permettre d'atteindre ce qu'il n'avait pas réussi à accomplir dans les négociations de paix de Camp David. En fait, même après le déclenchement de la seconde Intifada, les services de renseignements militaires israéliens ont informé leurs supérieurs politiques que l'engagement d'Arafat en faveur de la paix avec Israël était stratégique : selon ces rapports, il était convaincu que le conflit ne

pouvait être résolu que de manière pacifique.

Israël a opté pour la guerre afin de miner le potentiel d'un règlement pacifique. Contrairement à une légende assidûment promue par les dirigeants israéliens et leurs parrains américains, Ehud Barak n'a fait aucune offre généreuse à Camp David, et s'est retiré des derniers pourparlers de paix de Taba qui ont suivi.

Les pourparlers de Taba étaient, comme l'affirme la déclaration conjointe finale, « sans précédent par leur atmosphère positive et l'expression d'une volonté mutuelle de répondre aux besoins nationaux, sécuritaires et existentiels de chaque partie ». Mais Barak et Sharon avaient autre chose à l'esprit. Ils voulaient détruire la solution des deux États et forcer les Palestiniens à accepter le colonialisme comme paix sur une base permanente.

La deuxième Intifada n'a pas été créée par Arafat. C'était une révolte spontanée contre la condition d'Oslo d'inutilité et d'exclusion permanente, de domination coloniale et d'expansion des colonies. C'était aussi une protestation contre le fait qu'Arafat n'avait pas réussi à obtenir l'indépendance qu'il avait promise. Après la mort d'Arafat en 2004, un personnage plus souple et politiquement inepte, Mahmoud Abbas, a traqué, désarmé et étouffé la résistance palestinienne tout en se précipitant à Washington.

Lorsque la réoccupation israélienne des villes de Cisjordanie a eu lieu en 2002, elle s'est accompagnée de sièges et de couvre-feux prolongés, de punitions et de démolitions collectives généralisées, de pillages de l'armée et pour reprendre les termes de l'écrivain et avocat Raja Shehadeh, de

« destruction aveugle... de manière délibérée, volontaire et préméditée ». Comment les porte-parole israéliens ont-ils légitimé cette violence d'État ?

Ils répètent le mot « terreur » un million de fois. Nous, les Palestiniens, sommes des terroristes et donc tout ce qu'ils nous font est légitime. Nous sommes traités comme des homo sacer – des gens auxquels les lois du reste de l'humanité ne s'appliquent pas.

La « guerre contre le terrorisme » menée par les États-Unis après le 11 septembre a parfaitement couvert la « nouvelle guerre » menée par Israël contre les territoires occupés, impliquant des violations massives des droits humains et le ciblage systématique des civils. Washington a soutenu toutes les guerres d'Israël alors que celui-ci détruisait l'Afghanistan et l'Irak, et déstabilisait le Moyen-Orient sous le prétexte fallacieux de lutter contre le terrorisme international.

Criminalisation des Palestiniens

C'est là que se trouve le cœur de la nouvelle stratégie d'Israël dans la période qui a suivi la deuxième Intifada. Son but était de convertir les Palestiniens occupés en terroristes dans l'imaginaire collectif et de déformer les lois de la guerre pour justifier leur assassinat.

Les opérations militaires répressives d'une armée coloniale ont été transformées en une guerre contre toute une population criminalisée. Un nouveau récit israélien d'autodéfense contre le terrorisme et la haine islamiques soutenus par la

communauté internationale a pris le pas sur le récit palestinien de résistance légitime contre un occupant illégal qui violait le droit d'un peuple opprimé à l'autodétermination.

Les Palestiniens sont devenus des « bombes à retardement » et des kamikazes potentiels, et on a dit aux Israéliens qu'ils devaient se soulever et tuer pour se protéger. Ils ont donc obéi à leur armée. Le 22 juillet 2002, par exemple, un pilote de F-16 israélien a largué une bombe d'une tonne sur un quartier de la ville de Gaza, tuant un chef du Hamas, son garde du corps et quinze civils dans leur sommeil.

Ces assassinats d'État illégaux et ces meurtres illégaux ont été normalisés dans le cadre du nouveau modus operandi militaire d'Israël dans les territoires occupés. Des centaines d'autres bombes d'une tonne à larguer sur des quartiers civils suivront. Les crimes de guerre sont devenus une partie intégrante de l'occupation coloniale.

La destruction de Gaza

Le mépris impitoyable d'Israël pour la vie humaine a été pleinement démontré, en particulier lors des attaques sur Gaza en 2008-2009 et 2014. Ayant discipliné sa propre population dans l'esprit du culte de l'armée et présenté ces « nouvelles guerres » comme des campagnes militaires contre la terreur, la classe politique israélienne pouvait compter sur l'opinion publique pour soutenir des invasions de Gaza de cette ampleur (un pourcentage effrayant et écrasant de 95 % l'a fait).

La première guerre a duré vingt-deux jours, a tué 1 200 civils

(dont 350 enfants) et a détruit plus de 6 000 maisons. La seconde a duré cinquante et un jours, a tué 1 462 civils (550 enfants) et détruit plus de 18 000 maisons. Bien que les groupes armés palestiniens aient tiré des milliers de roquettes Qassam artisanales sur Israël, ce sont les opérations de combat à Gaza qui ont tué la plupart des quatre-vingt-sept Israéliens qui sont morts au cours de ces guerres sur Gaza (qui comprenaient également une campagne militaire d'une semaine en 2012 qui a coûté la vie à 174 Palestiniens).

Personne n'était à l'abri dans une Gaza terrorisée qui a été bombardée par air, terre et mer. Des centaines de milliers de Gazaouis ont été forcés de quitter leurs maisons; des quartiers et des familles entières ont été anéantis. Après avoir passé en revue l'ampleur sans précédent des bombardements et des destructions, l'historien Rashid Khalidi a conclu son étude sur cette « guerre unilatérale » contre Gaza par les mots suivants :

L'une des armées les plus puissantes de la planète a utilisé toute sa puissance contre une zone assiégée de cent quarante miles mètres carrés, qui est l'une des enclaves les plus peuplées du monde et dont la population n'avait aucun moyen d'échapper à la pluie de feu et d'acier.

Israël a perfectionné l'art de la guerre comme punition collective.

Le mythe de l'autodéfense

Aucun discours d'autodéfense ne peut occulter l'usage disproportionné et aveugle de la force par Israël à Gaza, qui

a utilisé la doctrine Dahiya appliquée au Liban en 2006 pour produire son plein effet. Dans une analyse juridique profondément conséquente de la guerre contre Gaza en 2008-2009, l'organisation palestinienne de défense des droits humains Al-Haq a fait valoir qu'Israël ne peut pas invoquer le droit à l'autodéfense établi par l'article 51 de la Charte des Nations unies comme justification de la guerre.

Toute tentative de le faire contrevient aux obligations d'Israël en tant qu'occupant (sous « contrôle effectif ») de Gaza et au principe juridique de la nécessité militaire « comme justification juridique exclusive de toute opération ». Comme l'a conclu Al-Haq :

Bien que le prétexte d'Israël soit largement accepté, le statut juridique des TPO [Territoires palestiniens occupés] exclut l'application de l'article 51 de la Charte des Nations unies en raison de l'occupation prolongée.

Les guerres de Gaza n'auraient pas été possibles sans le désengagement unilatéral d'Israël de Gaza – sans, c'est-à-dire, une politique de séparation avec domination pour la minuscule Bande également. Le territoire n'ayant aucune importance stratégique ou religieuse, l'évacuation de ses colonies a permis une exclusion totale, un bouclage et, en fin de compte, un état de siège et de guerre permanent. Elle s'inscrivait dans la politique d'intensification de la colonisation en Cisjordanie, permettait à Israël de diviser les deux zones l'une de l'autre et alimentait le fractionnement palestinien et la concurrence politique interne.

Israël y est parvenu à tel point que l'Autorité palestinienne

souple d'Abbas s'est alignée sur les objectifs d'affaiblissement du Hamas par la force, en particulier après la victoire du Hamas aux élections de 2006 et la prise de contrôle préventive de Gaza en 2007. La réconciliation nationale palestinienne et un gouvernement d'unité ont été rendus impossibles par l'engagement servile de l'AP envers le cadre moribond d'Oslo et le boycott américano-israélien d'un gouvernement Hamas démocratiquement élu, ainsi que par la logique de division des conflits entre factions palestiniennes.

Guerres de politicide

Les guerres depuis la deuxième Intifada doivent être définies comme des *guerres de politicide*, dans le sens décrit par le sociologue politique Baruch Kimmerling :

Le terme « politicide » désigne un processus visant à empêcher une entité ethno-nationale de parvenir à une autodétermination durable par le déni de sa légitimité et l'anéantissement systématique de ses dirigeants et de ses infrastructures matérielles, économiques, politiques et culturelles.

Afin de faciliter l'expansion coloniale, ils ont également créé un leadership palestinien souple, servile et répressif en Cisjordanie, et un régime Hamas isolé, assiégé et répressif à Gaza.

Par ses guerres d'agression illégales, Israël a anéanti toute perspective réelle de paix. À chaque moment crucial où il a eu la possibilité de résoudre le conflit et l'antagonisme par des moyens pacifiques, que ce soit avec l'OLP ou avec le Hamas,

Israël a opté pour la guerre.

Il a une longue tradition de destruction active des cessez-le-feu avec le Hamas (en échange de la levée ou de l'assouplissement du siège de Gaza) et, pire encore, de rejet d'innombrables offres de *hudna*(trêve) à long terme de la direction du Hamas – un élément clé de son programme politique pragmatique qui l'avait conduit à participer aux élections législatives de 2006 et à accepter *de facto* une solution à deux États. « Je ne veux plus de guerres » était le dernier message direct du leader du Hamas Yahya Sinwar au public israélien. Si Israël voulait la paix, il l'écouterait.

Israël a également rejeté l'option consistant à mettre fin à son occupation de la Cisjordanie et de Gaza en échange de la paix et de la normalisation avec vingt-deux pays arabes, connue sous le nom d'Initiative arabe de paix de 2002. L'historien Tom Segev a fait valoir ce point bien après l'attaque de Gaza en 2008-2009 :

La justification de toutes les guerres et des raids de représailles, des punitions et des actes de vengeance qu'Israël a effectués depuis le jour de sa création, découle de l'affirmation qu'il n'y avait pas le choix. Pourtant, il s'est avéré à maintes reprises par la suite que les choix existaient bel et bien.

La paix réelle n'est pas une priorité pour Israël. La fin du conflit avec les Palestiniens n'est pas non plus une priorité. Israël doit être contraint de faire de la paix une priorité. Pour cela, il est nécessaire de désamorcer son appétit de guerre. De plus en plus de progressistes américains adoptent cette position. Cela aussi est un résultat de la guerre.

À propos de l'auteur :

Bashir Abu-Manneh est professeur à l'école d'anglais de l'université du Kent et contributeur à Jacobin.

Traduction GD pour l'Agence media Palestine

Source: [Jacobin](#)